



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Marché public de travaux passé au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert  
définie aux articles [L. 2124-2](#), [R. 2124-2](#) et [R. 2161-2 à R. 2161-5](#) du code de la  
commande publique**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage**

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de  
l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF), représentée par  
Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de  
l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de  
Monsieur le Préfet de la région Île-de-France [n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril  
2023](#)

### **Objet de la consultation**

Autoroute A86 – Travaux de modernisation du tunnel de La  
Courneuve

### **Remise des offres**

Date et heure limites de réception : **15/09/2025 à 12 :00**



## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

L'acte d'engagement comporte 28 pages.

## SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. Objet de la consultation .....	5
1-1. Objet des travaux.....	5
1-2. Généralités.....	5
1-3. Lieu d'exécution.....	5
1-4. Visite de site.....	5
ARTICLE 2. Conditions de la consultation .....	7
2-1. Procédure de passation .....	7
2-2. Allotissement.....	7
2-3. Décomposition en tranche .....	7
2-4. Forme juridique de l'attributaire.....	7
2-5. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	7
2-6. Variantes .....	7
2-7. Exigences minimales à la négociation .....	7
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	8
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation .....	8
2-10. Délai de validité des offres.....	8
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	8
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau .....	8
2-13. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS) ....	9
2-13.1. Documents joints au présent dossier de consultation .....	9
2-13.2. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).....	9
2-13.3. Collège interentreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail (CISSCT) .....	9
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	9
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels .....	9
2-16. Clauses sociales.....	10
2-17. Clauses environnementales .....	10
ARTICLE 3. Déroulement de la consultation .....	11
3-1. Solution de base .....	11

3-1.1. Documents fournis aux candidats.....	11
3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats.....	14
3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes .....	18
3-1.4. Documents à fournir par l'attributaire du marché public.....	18
3-2. Variantes .....	18
ARTICLE 4. Sélection des candidatures – Jugement et classement des offres .....	19
4-1. Sélection des candidatures.....	19
4-2. Jugement et classement des offres.....	19
4-2.1. Appréciation du critère « Prix ».....	19
4-2.2. Appréciation du critère « Valeur technique ».....	20
4-2.3. Appréciation du critère « Valeur environnementale » .....	21
4-2.4. Appréciation de la note globale.....	22
ARTICLE 5. Conditions d'envoi ou de remise de l'offre .....	23
5-1. Dispositions d'ordre général .....	23
5-1.1. Traitement de la copie de sauvegarde.....	23
5-1.2. Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde .....	24
5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation .....	24
ARTICLE 6. Renseignements complémentaires .....	27
ARTICLE 7. Droit applicable et juridiction compétente en cas de contentieux.....	28

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

### **1-1. Objet des travaux**

La consultation concerne les travaux de **modernisation du tunnel de La Courneuve**.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens du code du travail ([loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993](#)).

### **1-2. Généralités**

Les travaux s'inscrivent dans le cadre de l'opération de mise en sécurité des tunnels routiers du réseau routier national non concédé (RRNNC), conformément aux dispositions de l'[annexe 2 à la circulaire n° 2000-63 du 25 aout 2000](#) relative à la sécurité dans les ouvrages routiers du RRNNC et à la [circulaire n° 2006-20 du 29 mars 2006](#) relative à la sécurité des tunnels routiers d'une longueur supérieure à 300 mètres.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie des ouvrages d'infrastructures et consiste en une opération de réhabilitation d'ouvrages d'infrastructures.

### **1-3. Lieu d'exécution**

Les lieux d'exécution des travaux sont localisés sur l'autoroute A86, dans le tunnel de La Courneuve ainsi que ses abords, dans les différents locaux et sites techniques liées à l'exploitation du tunnel.

L'ouvrage se situe sur le territoire de la commune de La Courneuve dans le département de Seine-Saint-Denis (93).

### **1-4. Visite de site**

Une visite sur site sera programmée une nuit du mois d'aout, ou deux, en fonction des possibilités techniques. La visite inclura les deux sens de circulation si possible, les locaux techniques ainsi que les issues de secours.

Une demande d'intervention (DI) et une notice d'information préalable (NIP), dont les modèles sont joints en annexe du cahier des clauses administratives et particulières (CCAP), seront à adresser à l'Acheteur une semaine avant cette date.

Les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser à :

*DRIEAT-IF/DiRIF/STT/DIMET,*

*Iyed Trabelsi,*

*15-17 rue Olof Palme,*

*94046 Créteil Cedex,*

*téléphone : 06 58 91 30 69,*

*courriel : [iyed.trabelsi@developpement-durable.gouv.fr](mailto:iyed.trabelsi@developpement-durable.gouv.fr) ;*

et :

*INGÉROP CONSEIL ET INGÉNIERIE,*

*Bruno Le Monnier,*

*18 rue des Deux Gares,*

*92500 Rueil-Malmaison,*

*téléphone : +33 (0)1 49 04 59 90,*

*courriel : [bruno.lemonnier@ingerop.com](mailto:bruno.lemonnier@ingerop.com).*

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Procédure de passation**

La présente consultation est lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles [L. 2124-2](#), [R. 2124-2](#) et [R. 2161-2 à R. 2161-5](#) du code de la commande publique.

### **2-2. Allotissement**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### **2-3. Décomposition en tranche**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### **2-4. Forme juridique de l'attributaire**

Le marché public sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique ;
- soit avec un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire.

Quelle que soit la forme du groupement, et le partage des prestations, en cas de défaillance le mandataire du groupement conjoint sera tenu d'assumer les prestations en palliant la défaillance d'un des membres du groupement.

Conformément à l'article [L. 2141-13](#) du code de la commande publique, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'Acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article [R. 2142-26](#) du code de la commande publique, l'Acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'Acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

### **2-5. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **2-6. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

### **2-7. Exigences minimales à la négociation**

Sans objet.

## **2-8. Délai d'exécution des travaux**

Le délai global d'exécution comprenant :

- 3 mois de période de préparation (y compris travaux préparatoires) ;
- le cas échéant une période de validation hors délai ;
- 14 mois de délai de réalisation des travaux (y compris réalisation des opérations préalables à la réception (OPR) et prestations de maintenance).

La période de garantie de parfait achèvement (GPA) de 12 mois, incluant la période de vérification de service régulier (VSR) de 3 mois et la prestation de maintenance sur 12 mois.

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

L'Acheteur se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours calendaires la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

L'Acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront alors informés.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, l'Acheteur se réserve le droit d'introduire dans le cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

---

*Le titulaire garantit l'Acheteur contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition :*

---

*pendant le délai de \_\_\_\_ ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.*

*Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande de l'Acheteur, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) :*

---

*Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises.*

---



## **2-13. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

### **2-13.1. Documents joints au présent dossier de consultation**

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi [n° 93-1418 du 31 décembre 1993](#) du code du travail et des textes pris pour son application, sera joint au présent dossier de consultation le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ; à l'attribution du marché, le dossier de consultation des entreprises (DCE) sera complété par :

- les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- le projet de règlement du collège interentreprises.

### **2-13.2. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)**

Le chantier est soumis aux dispositions de la [section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994](#) modifié.

La ou les entreprises retenues et ses ou leur(s) sous-traitant(s) éventuel(s) seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

### **2-13.3. Collège interentreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail (CISSCT)**

La ou les entreprises retenues et ses ou leur(s) sous-traitant(s) éventuel(s) seront tenus de participer aux réunions du collège interentreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail qui sera constitué au plus tard 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

## **2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

Les entreprises joindront en conséquence à leur offre un engagement à ce sujet sous la forme d'un dossier de propreté du chantier qui sera remis dans le schéma d'organisation du plan de respect de l'environnement (SOPRE).

## **2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-16. Clauses sociales**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'Acheteur a décidé de faire application des dispositions de l'[article L. 2112-2](#) du code de la commande publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par :

*Ensemble Paris Emploi Compétences,*

*18 rue Goubet,*

*75019 Paris.*

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

## **2-17. Clauses environnementales**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont précisées à l'[article 3-1.2.](#) et à l'[article 4-2.](#) du présent règlement de la consultation.

Les engagements pris dans la réponse à l'appel d'offres devront être appliqués pendant le chantier. Les pièces particulières du marché fixent des pénalités en cas de non-respect des prescriptions précisées dans l'offre du candidat en réponse au critère environnemental.

## **ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> – sous la référence : « DRIEAT-DIRIF-STT-AOO-25-047 ».

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plateforme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme. Il renseigne ses coordonnées et courriel sur PLACE afin d'être informé des questions formulées au cours de la consultation et des réponses apportées par l'Acheteur, ainsi que de toute modification du dossier de consultation, le cas échéant. Un candidat ne peut opposer à l'Acheteur ou à un tiers l'ineffectivité ou le caractère générique du courriel choisi afin d'accéder à la consultation pour contester le défaut de notification d'une information publiée dans le cadre de la consultation.

Les candidatures et les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigés en langue française.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

**Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ce document est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document relatives aux offres électroniques.**

**Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera en effet exigée au stade de l'attribution.**

### **3–1. Solution de base**

#### **3–1.1. *Documents fournis aux candidats***

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- **un bordereau 0** composé des pièces suivantes :
  - le présent règlement de la consultation (RC) ;
  - l'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
  - le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
  - le cadre du bordereau des prix unitaires et des prix forfaitaires (BPUPF),
  - le cadre du détail estimatif (DE),
  - le cadre du sous-détail de prix,
  - le schéma organisationnel du plan assurance qualité (SOPAQ),
  - le schéma organisationnel du plan pour le respect de l'environnement (SOPRE),
  - le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED),

**Mise à disposition des éléments des bordereaux A, B et C :**

Les documents techniques constituant les bordereaux A, B et C, listés ci-après, sont accessibles en téléchargement à l'adresse suivante :

- **Lien de téléchargement :** <https://bnum.din.gouv.fr/mdrive/index.php/s/Gicqz77dd8ejbGe>

Il appartient aux candidats de télécharger et de prendre en compte l'ensemble de ces éléments pour l'élaboration de leur offre.

**Liste des éléments des bordereaux A, B et C :**

- **un bordereau A** composé des pièces suivantes :
  - les annexes du cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
  - le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
  - le dossier de plans,
  - le dossier SPS (PGCSPS, modalités pratiques de coopérations entre intervenants) ;
  - Le rapport initial de contrôle technique.
- **un bordereau B** composé des pièces suivantes :
  - un diagnostic amiante et plomb,
  - les levés topographiques disponibles,
  - données de génie civil et équipements existants,
  - organisation des travaux (notice de phasage, planning prévisionnel, dossier d'exploitation sous chantier),
  - réponse des concessionnaires aux DT – Partie 1 et Partie 2 .
- **un bordereau C** composé des pièces suivantes :
  - réponse des concessionnaires aux DT – Partie 3, Partie 4 et Partie 5 .

Conformément à l'[article R. 2132-5](#) du code de la commande publique, l'Acheteur protège la confidentialité de certains documents techniques qu'il met à disposition des candidats. Le candidat peut les obtenir en demandant une remise par envoi dématérialisé.

Pour les demandes, les opérateurs économiques sont invités à s'adresser à l'Acheteur en écrivant à :

[iyed.trabelsi@developpement-durable.gouv.fr](mailto:iyed.trabelsi@developpement-durable.gouv.fr)

[martin.hamme@developpement-durable.gouv.fr](mailto:martin.hamme@developpement-durable.gouv.fr)

[clement.morin@developpement-durable.gouv.fr](mailto:clement.morin@developpement-durable.gouv.fr)

[wahbi.yakoubi@developpement-durable.gouv.fr](mailto:wahbi.yakoubi@developpement-durable.gouv.fr)

[houda.kalai@developpement-durable.gouv.fr](mailto:houda.kalai@developpement-durable.gouv.fr)

[stephanie.cardoso-andre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:stephanie.cardoso-andre@developpement-durable.gouv.fr)

La liste des données d'entrées disponibles est précisée dans les fichiers Excel situés dans le **bordereau B, dossier « 03 - Données GC & équipements existants »**.

- « 00TU15-G0094841  
Catalogue\_des\_archives\_DiRIF\_numérisées\_du\_tunnel\_DE\_LA\_COURNEUVE(1) » ;
- « recherche-documents\_dtc\_\_TUNNEL\_LA\_COURNEUVE\_20250430\_0944\_v2 ».

### **3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats**

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

#### **3-1.2.1. Dans un sous-dossier, les pièces relatives à la candidature :**

- les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :
  - le formulaire DC1 dûment complété ; en cas de groupement le DC1 est complété par tous les co-traitants,
  - le pouvoir du signataire pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment via la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ou des délégations internes à l'entreprise) ;
- les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :
  - le ou les formulaires DC2 dûment complétés, et notamment le chiffre d'affaires sur les trois dernières années ; en cas de groupement il est fourni un DC2 par co-traitant. Les annexes demandées au DC2 sont fournies le cas échéant ;
- la déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- les références professionnelles et capacités techniques du candidat :
  - une liste des principaux travaux similaires réalisés au cours des trois dernières années, indiquant l'intitulé de l'opération, le montant, la date et l'Acheteur public ou privé ; en cas de groupement, cette liste doit être fournie pour chacun des membres du groupement,
  - l'indication des titres d'étude et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants des prestations,
  - les certificats de qualifications professionnelles en rapport avec l'objet du marché,
  - une déclaration indiquant les effectifs annuels moyens et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune de ces trois dernières années.

Les candidats devront réunir des compétences pluridisciplinaires dans les domaines suivants :

- alimentation électrique ;
- éclairage routier ;
- gestion technique centralisée ;
- réseaux de télécommunication ;
- génie civil ;
- équipements de la route ;
- protection au feu ;
- réseau incendie.

NB : Les documents listés ci-dessus peuvent être remplacés par le document unique de marché européen (DUME) en application des dispositions de l'[article R. 2143-4](#) du code de la commande publique. Ce document doit être rédigé en français conformément à l'[article R. 2143-16](#) du code de la commande publique.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles avec leur notice d'utilisation sur le site disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

### **3-1.2.2. Dans un autre sous-dossier, les pièces relatives à l'offre : OK**

#### ***Un projet de marché :***

Un projet de marché comprenant :

- l'acte d'engagement (AE) : cadre à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du candidat ;
- le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF), cadre joint à compléter sans modifications ;
- le détail estimatif (DE), cadre joint à compléter sans modifications ;
- les sous-détails de prix.

Dans le cas d'un groupement solidaire, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'[article 3 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée](#), le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article [R. 2393-25](#) du code de la commande publique.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 7-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 3 de l'acte d'engagement.

#### ***Les documents explicatifs :***

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

##### **1 – le mémoire technique justificatif et explicatif comportant les documents suivants :**

- « **Document 01 – Organisation et méthodes** » composé des éléments suivants :
  - présentation du candidat (entreprise unique) ou du groupement d'entreprises, décrivant précisément dans le cas d'un groupement le périmètre et les responsabilités de chaque entreprise :
    - description de l'entreprise ou du groupement d'entreprises,
    - description de l'organigramme de l'encadrement,
    - présentation du personnel d'encadrement (lieu de rattachement, courriel, astreintes...),
    - en cas de groupement d'entreprises, le mandataire devra préciser les outils et moyens mis en place pour coordonner et piloter le groupement,

- le candidat devra préciser les outils et moyens mis en place pour coordonner et piloter ses sous-traitants,
  - CV et référence du responsable de la coordination des études,
  - CV et référence du responsable de la coordination des travaux,
  - CV et référence du responsable de la coordination des prestations de maintenance,
  - description des moyens envisagés (matériels, personnels...), et notamment l'organisation pressentie permettant de garantir le pouvoir adjudicateur sur les capacités des candidats à maîtriser l'ensemble des interventions :
    1. cadres, ingénieurs et techniciens d'études, chefs de chantier, chefs d'équipe, chauffeurs, divers, personnels d'exécution, développeurs, agents de maintenance...
    2. véhicule et engins spécifiques (descriptions), équipement de sécurité des véhicules, matériels standards et spécifiques, moyens de communication...
    3. moyens de *reporting* (étude, vérification et essais préalable, avancé des travaux, des essais...),
  - des dispositions que l'entreprise ou groupement se propose d'adopter en matière de sécurité des travaux de réalisation sur site et notamment sous circulation (sécurité des usagers...),
  - du dossier de propreté du chantier prévu à l'[article 2-14](#), ci-dessus,
  - du schéma organisationnel du plan d'assurance de la qualité (SOPAQ), servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché ;
- « **Document 02 – Méthodologie pour la réalisation des travaux** » composé des éléments suivants :
- méthodologie et moyens proposés en phase d'études d'exécution ; un focus sur la vérification préalable des installations devra être développé par le candidat comprenant notamment les recherches documentaires à la médiathèque de la DiRIF,
  - méthodologie et moyens proposés en phases de travaux, et notamment les constats contradictoires avec l'exploitant avant et après travaux ; le titulaire détaillera sa méthodologie relative à la gestion des déploiements pour chaque type d'équipement ainsi que les moyens et solutions envisagés de retour arrière en cas d'échec du basculement,
  - méthodologie et moyens proposés pour la réalisation des essais, recettes et réception,
  - méthodologie et moyens proposés pour la réalisation des dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) provisoires et définitifs et l'intégration à la Médiathèque DiRIF,
  - maintien des conditions d'exploitation sous chantier exigés dans le DCE pendant toute la durée du marché,
  - méthodologie et moyens proposés concernant la réalisation des prestations de maintenance,
  - méthodologie et moyens proposés pendant la période de garantie ;
- « **Document 03 – Note technique générale** » composé des éléments suivants :
- description du projet démontrant la compréhension de l'entrepreneur attestant qu'il a pris connaissance des lieux et des contraintes techniques particulières de l'opération,



- description de la qualité et des spécifications techniques des équipements prévus. Pour chacun des thèmes techniques, des schémas de principe présentant les différents équipements et les liaisons entre ceux-ci pour faciliter la compréhension des propositions du soumissionnaire,
- « **Document 04 – Programme et planning prévisionnel** » composé des éléments suivants :
  - le programme d'exécution des différentes phases du chantier ; ce programme précisera pour chacune des tâches :
    - les matériels, les équipes prévues, le nombre d'interventions simultanées,
    - les cadences envisagées,
  - le planning prévisionnel faisant apparaître :
    - les délais de l'acte d'engagement,
    - les prestations suivantes :
      1. la recherche documentaire,
      2. la recherche d'informations et contrôles, vérifications, mesures préalables sur site,
      3. le constat contradictoire avant travaux,
      4. l'étude d'exécution qui en découle,
      5. l'approvisionnement des matériaux et équipements en relation avec les études d'exécution,
      6. les démarches administratives pour l'obtention des autorisations de travaux (NIP...),
      7. l'installation des équipements (basculement et essais d'autocontrôle),
      8. la mise en service et constat contradictoire après travaux,
      9. le DOE provisoire,
    - le nombre de nuits de fermeture prévisibles et les interventions prévues pour chaque nuit de fermeture ; il faudrait notamment décrire les méthodes d'optimisation des nuits de fermetures,
    - un exemple de planning de travaux à 3 semaines.

## 2 – Le **mémoire environnemental** justificatif et explicatif

Ce mémoire a pour but de décrire les modalités d'organisation envisagées en vue de garantir la gestion des déchets et la protection environnementale.

L'attention du candidat est attirée sur l'importance de sortir des cadres types de description de management de projet et de proposer des process adaptés aux travaux spécifiques, résultants de l'analyse par le candidat de leurs particularités.

Pour cela, il se basera sur les éléments suivants :

### **ME 1 – Schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE)**

Le candidat devra fournir un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE), explicitant les dispositions d'organisation et les actions qu'il compte mettre en œuvre pour limiter et maîtriser les impacts sur l'environnement, et ce conformément au cadre fourni au présent dossier de consultation des entreprises.

Le candidat portera une attention particulière sur la limitation des différentes pollutions et nuisances

pour les riverains et la nature, notamment lors de l'exécution des travaux aux têtes et de démolition. Il s'attachera à ne pas rester dans les généralités, mais à proposer des mesures concrètes.

## **ME 2 – Schéma organisationnel de gestion des déchets (SOGED)**

Le candidat devra fournir un schéma organisationnel de gestion des déchets (SOGED), explicitant les dispositions d'organisation et les actions qu'il compte mettre en œuvre pour gérer les déchets de l'ensemble du chantier, et ce conformément au cadre fourni au présent dossier de consultation des entreprises.

Le candidat portera une attention particulière sur la méthodologie et le plan de traitement des déchets dangereux et industriels, ainsi que l'aspect du chantier dans le site, la propreté des voiries et cheminements piétons. Il s'attachera donc à ne pas rester dans les généralités, mais à proposer des mesures concrètes.

**Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contractualiser tout ou partie des éléments de l'offre du candidat retenu lors de la mise au point du marché.**

### **3–1.3. *Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes***

Sans objet.

### **3–1.4. *Documents à fournir par l'attributaire du marché public***

Pour l'application des articles [L. 2141-1](#) à [L. 2141-14](#) du code de la commande publique, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux [articles L. 2141-1 et L. 2141-4](#) du code de la commande publique
- les certificats fiscaux et sociaux ;
- les pièces prévues aux articles [R. 1263-12](#) (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), [D. 8222-5](#) ou [D. 8222-7](#) ou [D. 8254-2](#) à [D. 8254-5](#) (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français ;
- en sus, les attestations d'assurance visées à l'article 4–2.4. du CCAP seront remises avant la notification du marché.
- l'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché ; à défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

## **3–2. Variantes**

Sans objet.

## **ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT**

### **DES OFFRES**

Conformément à l'[article R. 2161-4](#) du code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures, seule la candidature du candidat susceptible d'être retenu sera analysée.

#### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures et listés à l'[article 3-2](#) ci-avant, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles [R. 2143-6 à R. 2143-14](#) et [R. 2144-1 à R. 2144-9](#) du code de la commande publique sont éliminées par l'Acheteur.

Conformément à l'article [R. 2144-2](#) du code de la commande publique, l'Acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

#### **4-2. Jugement et classement des offres**

L'Acheteur examinera l'offre des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'Acheteur.

<b>CRITERE D'ATTRIBUTION</b>	<b>PONDERATION</b>
Le <b>prix</b> apprécié au regard du détail estimatif.	40,00 %
La <b>valeur technique</b> des prestations, appréciée au vu du contenu du mémoire justificatif et explicatif et selon les sous-critères définis ci-après.	40,00 %
La <b>valeur environnementale</b> appréciée au regard des éléments communiqués dans le SOPRE et SOGED.	20,00 %

Lors de l'examen des offres, l'Acheteur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plateforme de dématérialisation) à l'adresse de courriel qu'ils auront indiquée dans l'acte d'engagement. Les candidats vérifient à cet égard le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme.

##### **4-2.1. Appréciation du critère « Prix »**

La formule utilisée pour la notation du critère « Prix » sera la suivante :

$$Note_{prix} = 40 \times \frac{Offre_{minimale}}{Offre}$$

Avec  $Offre_{minimale}$  l'offre la moins-disante, et  $Offre$  l'offre que l'on souhaite noter.

Étant précisé que :

- la note attribuée est une note sur 40 et exprimée avec deux chiffres après la virgule ;
- l'offre du moins-disant obtiendra la note maximale.

#### **4-2.2. *Appréciation du critère « Valeur technique »***

Le **critère « Valeur technique »** sera apprécié au vu de l'ensemble des documents remis et est noté **sur une note de 40 points**, selon les sous-critères définis ci-après.

Les sous-critères et leurs pondérations respectives sont les suivants :

**1. ST1 : la pertinence de l'organisation et des méthodes proposées et est noté sur 8 points :**

- l'analyse de la pertinence de l'organisation et des méthodes proposées dans l'offre portera sur le « Document 01 : Organisation et méthodes » que le candidat devra obligatoirement fournir (voir liste des éléments détaillés dans les documents à joindre à l'offre),
- l'analyse portera notamment sur la constitution, l'organisation et l'expérience de l'équipe proposée, adaptées à la spécificité de l'opération ;

**2. ST2 : la pertinence de la méthodologie pour la réalisation des travaux et est noté sur 12 points :**

- l'analyse de la pertinence de la méthodologie pour la réalisation des travaux portera sur le « Document 02 – Méthodologie pour la réalisation des travaux » que le candidat devra obligatoirement fournir (voir liste des éléments détaillés dans les documents à joindre à l'offre),
- l'analyse portera notamment sur les points suivants :
  - dispositions prévues pour les installations de chantier et la logistique, en adéquation avec le phasage et la volumétrie des travaux,
  - méthodologie et moyens proposés en phases d'études d'exécution,
  - méthodologie et moyens proposés en phases de travaux en particulier lors des travaux sous exploitation,
  - méthodologie et moyens proposés pour la maintenance des équipements pendant les travaux,
  - maintien des conditions d'exploitation sous chantier exigé dans le DCE pendant toute la durée du marché, lien avec l'exploitant et performance de l'astreinte ;

**3. ST3 : la qualité technique de l'offre et est noté sur 8 points :**

- l'analyse de la qualité technique de l'offre portera sur le « Document 03 – Note Technique Générale » que le candidat devra obligatoirement fournir (voir liste des éléments détaillés dans les documents à joindre à l'offre) ;

**4. ST4 : la qualité et pertinence du programme et du planning prévisionnels et est noté sur 12 points :**

- l'analyse de la qualité et pertinence du programme prévisionnel de l'offre portera sur le « Document 04 – Programme et planning prévisionnels » que le candidat devra obligatoirement fournir (voir liste des éléments détaillés dans les documents à joindre à l'offre),
- l'analyse portera notamment sur les points suivants :
  - l'identification et la justification d'éventuelle optimisation du délai global,

- la pertinence de l'ordonnancement des tâches proposé par l'Entreprise par rapport au planning indicatif remis dans le DCE, en explicitant notamment les modifications proposées ainsi que les gains potentiels et les levées de contraintes,
- le degré de détail du planning proposé,
- la justification des délais par l'indication des cadences prévisibles et le nombre d'ateliers prévus.

La note de chacun des sous-critères ci-avant sera appréciée après analyse des documents ci-avant décrits, constituant le mémoire technique à fournir par le candidat.

La note « valeur technique » finale sera la suivante :

$$Note_{valeur\ technique} = ST1 + ST2 + ST3 + ST4$$

### 4-2.3. **Appréciation du critère « Valeur environnementale »**

Le critère « Valeur environnementale » sera apprécié au vu de l'ensemble des prestations et est noté **par une note de 20 points**, selon les sous-critères définis ci-après.

Les sous-critères et leurs pondérations respectives sont les suivants :

1. **SC1 : la pertinence du schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE) et est noté sur 12 points répartis de la manière suivante :**
  - la méthodologie pour la limitation de la pollution atmosphérique de l'opération **noté sur 3 points**,
  - la méthodologie pour la limitation des nuisances du chantier (sonore, visuelle) sur son environnement (voisinage, faune/flore) **noté sur 3 points**,
  - la méthodologie pour la limitation de la pollution vis-à-vis de l'eau (consommation, assainissement...) **noté sur 3 points**,
  - la méthodologie de traitement d'une situation d'urgence en termes de pollution **noté sur 3 points** ;
2. **SC2 : la pertinence du schéma organisationnel de gestion des déchets (SOGED) et est noté sur 8 points, répartis de la manière suivante :**
  - l'outil de traçabilité et de suivi de l'élimination des déchets **noté sur 3 points**,
  - le plan de traitement des déchets dangereux (notamment amiante/plomb) **noté sur 2 points**,
  - la méthodologie de traitement des déchets industriels banals (câbles, éclairages, ventilateurs tunnels, équipements...) **noté sur 2 points**,
  - la méthodologie de traitement des déchets inertes et ménagers du chantier **noté sur 1 point**.

La note « Valeur environnementale » finale sera la suivante :

$$Note_{valeur\ environnementale} = SC1 + SC2$$

#### 4-2.4. ***Appréciation de la note globale***

La note globale de chaque candidat sera calculée de la manière suivante :

$$Note_{globale} = Note_{critère\ prix} + Note_{valeur\ technique} + Note_{valeur\ environnementale}$$

La note globale maximale est donc 100.

L'ensemble des notes globales seront classées selon un ordre décroissant afin de permettre la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

### **5-1. Dispositions d'ordre général**

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'[article R. 2132-7](#) du code de la commande publique, la remise des offres se fera exclusivement via la plateforme des achats de l'État – PLACE – (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique](#) et l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'Acheteurs](#).

Toute offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article [R. 2132-11](#) du code de la commande publique, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées aux articles [R. 2152-1](#) et [R. 2152-2](#) du code de la commande publique.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'Acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

#### **5-1.1. *Traitement de la copie de sauvegarde***

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article [R. 2132-11](#) du code de la commande publique, elle peut être remise sur support papier, support physique électronique, ou par voie électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

1<sup>er</sup> cas : remise de la copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique :

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « *copie de sauvegarde* ». Elle doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante :

DRIEAT-IF/SG/DCPPA 21-23 rue Miollis, 75015 Paris.
Offre pour : « Autoroute A86 – Travaux de modernisation du tunnel de La Courneuve ».
COPIE DE SAUVEGARDE
Nom du candidat ou du mandataire du groupement :
<b>« NE PAS OUVRIR »</b>

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9:00 à 12:00 et de 14:00 à 16:00.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'[article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde](#) :

1. lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
2. lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres ;
3. lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'Acheteur.

2<sup>e</sup> cas : remise de la copie de sauvegarde par voie électronique :

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'Acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation. Le candidat dépose ou envoie sa copie de sauvegarde sur/par l'outil de son choix, à la condition que ce dernier respecte les exigences définies à l'[annexe 8](#) du code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé réception, cet outil doit informer l'Acheteur de la mise à disposition de la copie de sauvegarde et lui indiquer les modalités de récupération.

Les services existants permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique sont les suivants :

- la lettre recommandée électronique :
  - liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (à retrouver sur le [site de l'ANSSI](#)),
  - liste des produits et services qualifiés pour l'Europe (à retrouver sur le site [eIDAS Dashboard](#)) ;
- tous les autres services permettant l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'[annexe 8](#) du code de la commande publique.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription et d'identification sur la solution technique envisagée.

### **5–1.2. Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'[article 5–1.1](#) :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique ;
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

### **5–2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation**

Lors de la première utilisation de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique sera effectuée sur la plateforme de dématérialisation sous la référence : « DRIEAT-DIRIF-STT-AOO-25-047 ».

En outre, cette transmission sera effectuée selon les modalités suivantes :



- l'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement de la consultation ;
- la durée de la transmission de l'offre étant fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, le candidat est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- les documents à fournir, conformément à l'[article 3-1.2.](#) ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- seuls les formats de fichiers informatiques de types *pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg* seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format « zip ». Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- l'[arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde](#) fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Par application de l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique](#), le candidat doit respecter les conditions ci-après.

***Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.***

1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue »

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification, française ou étrangère, mentionnée dans l'une des listes de confiance décrites dans les références suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/> ;
- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>.

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2<sup>e</sup> cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation PLACE accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement eIDAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'Acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'Acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de Certification, la politique de

certification...

- le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- l'adresse du site Internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

***Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :***

Soit le candidat utilise l'outil de signature de la plateforme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, auquel cas il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- 2) permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté susmentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature, en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'Acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

#### RAPPEL GÉNÉRAL

Un « zip » signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Enfin, les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), sous la référence : « DRIEAT-DIRIF-STT-AOO-25-047 ». Ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et/ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utiles à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX**

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont compétents.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes :

*Tribunal administratif de Paris,*

*7 rue de Jouy,*

*75181 PARIS Cedex 04.*

*Téléphone : +33 1 44 59 44 00.*

*Télécopieur : +33 1 44 59 46 46.*

*Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr).*

*Adresse internet (URL) : <http://paris.tribunal-administratif.fr>.*